

**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera  
**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Geschichte  
**Band:** 59 (2009)  
**Heft:** 3

**Buchbesprechung:** La question de l'art à Genève. Du cosmopolitisme des Lumières au romantisme des nationalités [Danielle Buyssens]  
**Autor:** Roth-Lochner, Barbara

#### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 17.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

koner Hofrecht mit Flurbestimmungen und 1593 eine Genossenordnung. Im Rahmen des Klosterstaates Einsiedeln konnte sich die Wald und Weide nutzende Allmendgenossenschaft entfalten.

Oberstes Organ war die Genossengemeinde, die sich dreimal im Jahr unter dem Vorsitz des Obmanns versammelte: im Frühling zur Regelung des Viehauftriebs, im Sommer zu den Streue- und Obstganten und im Herbst für Rechnung und Wahlen.

Ursprünglich waren alle in Pfäffikon wohnenden Männer Genossen. Das Genossenrecht wurde vererbt oder konnte gekauft werden. Weil die Ressourcen knapper wurden, erfolgten nach 1669 keine Einkäufe mehr. Zwischen 1570 und 1795 werden 27 Genossenfamilien erwähnt. Seit dem 18. Jahrhundert verengte sich die Mitgliedschaft auf die 7 Familien Feusi, Gresch, Hiestand, Jäger, Steiner, Walder und Wild. Seit 1991 werden auch Frauen und Töchter und seit 2005 Nachkommen von Korporationsbürgerinnen in die Korporation Pfäffikon aufgenommen. Die Mitgliederzahl stieg dadurch auf über 900 an, mit über 200 verschiedenen Familiennamen.

Durch Rodungen und Zukäufe im 16. und 17. Jahrhundert vergrösserte die Korporation Pfäffikon ihren Grundbesitz. Wälder, Wiesen, Ackerböden und Streuriede wurden bis ins beginnende 19. Jahrhundert gemeinsam bewirtschaftet. Dann gab man die genossenschaftliche Viehweide auf. In Parzellen gegliedertes Land wurde zugelost; wer leer ausging, hatte Anrecht auf eine Geldentschädigung. Die Land- und Fortwirtschaft büsst um die Mitte des 19. Jahrhunderts ihre einst dominante Stellung ein. Dafür kam bis um 1960 der Sand- und Kiesabbau im Hurdnerfeld der Vorrang zu.

Die Korporation überdauerte den Umsturz von 1798, da der Staat ein Interesse hatte an ihrer Weiterexistenz. Als grosse Landbesitzerin stellte sie sich immer wieder in den Dienst der Öffentlichkeit. Sie ermöglichte Strassen- und Bahnbau, richtete 1895 für das Dorf Pfäffikon eine Wasserversorgung ein, förderte die Industrialisierung, trat Land ab für öffentliche Bauten. Seit 1980 werden statt Landverkäufen nur noch Baurechte erteilt. Damit ist die Korporation in der Lage, die Entwicklung im begehrten Wohngebiet Hurden und Pfäffikon wesentlich zu beeinflussen.

Peter Ziegler, Wädenswil

Danielle Buysse: **La question de l'art à Genève. Du cosmopolitisme des Lumières au romantisme des nationalités.** Postface de Claude Lapaire. Genève, La Baconnière Arts, 2008. 585 p., ill. en noir et blanc et couleurs.

Le point de départ de ce livre est double: la connaissance approfondie des beaux-arts genevois acquise par l'auteure au contact direct des œuvres, pendant les deux décennies où elle a travaillé au Musée d'art et d'histoire et à la Bibliothèque de Genève, et l'étude d'un classique de l'historiographie genevoise, le *Recueil de renseignements relatifs à la culture des beaux-arts à Genève*, publié sous forme de fascicules par Jean-Jacques Rigaud (1786–1854) entre 1845 et 1849. Se plongeant dans les sources de tous ordres, des mémoires aux correspondances, des récits de voyages aux journaux personnels, des registres du Conseil aux procès-verbaux de sociétés diverses, des périodiques anciens aux écrits des penseurs, ne laissant aucune pierre non retournée, Danielle Buysse en ressort troublée par ce qu'elle y découvre et qui contredit les propos de Rigaud. Reconstruisant à la lumière des matériaux rassemblés l'histoire des beaux-arts, mais aussi le discours (contemporain ou plus tardif) sur ceux-ci, elle remet en question la *doxa* répétée par des

générations de chercheurs: les ordonnances somptuaires, reformulées à plusieurs reprises entre la Réforme et le XVIII<sup>e</sup> siècle, ont freiné le développement des arts dans la petite république protestante. Elle démontre avec maestria qu'il ne faut pas prendre pour argent comptant les discours même les plus respectés, et qu'il vaut toujours la peine de revenir sur le terrain pour effectuer son enquête propre.

Comme Rigaud, Danielle Buyssens développe son propos en trois périodes, mais ses tranches chronologiques ne correspondent pas à celles du magistrat de la Restauration, ses personnages pivots non plus. Dans sa première partie, «Où l'on voit les Genevois du XVIII<sup>e</sup> siècle s'occuper d'art», deux notions clé, présentes tout au long du livre, sont d'emblée mises en exergue: Genève est à la fois cosmopolite et provinciale. Le cosmopolitisme des Lumières, les Genevois s'en enorgueillissent depuis longtemps. Le provincialisme, en revanche, pas ou peu exploré jusqu'ici, qui ne se cantonne pas au monde des artistes et amateurs, est analysé avec finesse, révélant des similitudes avec des villes françaises d'importance semblable dans les grandes étapes de la réflexion sur la place de l'art: enseignement du dessin, promotion des artistes locaux, «utilité» de l'art, désir de musée.

Artistes et amateurs vivent d'abord d'échanges avec l'extérieur de la cité. On voyage beaucoup, on se forme à l'étranger, dans les grands centres. Le peintre en miniature Jacques-Antoine Arlaud (1668–1746), qui rentre à Genève après une belle carrière à la Cour de France, est la vedette du premier chapitre. D. Buyssens décrit le milieu intellectuel et social dans lequel il évolue, et les valeurs qui dominent ce milieu, ouvert sur les œuvres d'art françaises, italiennes, néerlandaises, que l'on acquiert pour les collections privées ou pour la Bibliothèque publique qui fait office de laboratoire de la pensée et de musée avant la lettre. L'histoire de la triste fin de la *Léda* d'Arlaud vaut son pesant de dépeçage (pp. 42 ss.). Articulé autour de Pierre Soubeyran (1709–1775), futur directeur de l'école publique de dessin, ouverte en 1751, le chapitre II pose les prémisses de la professionnalisation et de la centralisation de l'enseignement de l'art. Tout comme ce fut le cas une génération plus tard, lors de la création de la Société des Arts, les magistrats amateurs d'art (Jean-Jacques Burlamaqui notamment), autant que les artistes et les artisans, participent au débat. La première partie se clôt sur la signification réelle des interdits somptuaires, révélateurs non pas de la modestie protestante des Genevois, mais bien au contraire de l'aisance bourgeoise et du fonctionnement de la distinction dans la petite République oligarchique. D'ailleurs, analyse l'auteure, les articles des ordonnances touchant à la peinture et à la sculpture sont, d'une part, exclusivement tournés vers la possession et non vers la production, ils sont d'autre part contemporains de l'essor des collections importantes. Ils ne datent pas de la Réforme.

La Société des Arts, fondée en 1776, est au centre de la deuxième partie, «Où l'on voit les Genevois rapatrier leurs beaux-arts». L'on y voit évoluer les personnalités qui ont forgé le paysage artistique genevois, les artistes (Jean-Pierre Saint-Ours en tête, dont le rôle, malgré l'échec de plusieurs de ses idées, a été déterminant), mais aussi le bibliothécaire Jean Senebier ou le collectionneur François Tronchin. L'un des principaux problèmes auxquels sont confrontés les contemporains, problème qui ne sera d'ailleurs pas résolu, est celui de la place respective des artistes et des artisans dans l'enseignement, dans les expositions organisées par la Société des Arts dès 1789, et tout simplement dans les efforts pour promouvoir une approche plus professionnelle des beaux-arts et des arts appliqués, dont on reconnaît l'utilité économique comme industrie d'exportation. L'autre pro-

blème est la difficulté pour les artistes qui ont choisi de rester ou de rentrer à Genève, de tirer des ressources suffisantes de l'exercice de leur art. Assez lucides, les Genevois comprennent les conséquences des dimensions restreintes de leur République, «un pays qu'on n'aperçoit qu'à peine sur la carte», selon l'expression du peintre d'origine patricienne, Pierre-Louis De la Rive (pp. 175 ss.). Une chose est certaine: les beaux-arts sont désormais bien ancrés dans la cité, et les révolutions genevoises n'y changent rien, offrant au contraire de nouvelles opportunités, comme le montre par exemple l'érection en 1795 d'un monument à Rousseau à la Promenade des Bastions.

Dans sa troisième partie, qui s'ouvre sur un chapitre novateur à propos des effets de l'intégration à la Nation française sur les arts, Danielle Buyssens démontre comment «l'équilibre perdu entre cosmopolitisme et provincialisme [trouve] sa résolution dans l'exportation d'une identité 'nationale' aux contours ambigus mais opérationnels» (p. 275). Beaucoup d'artistes genevois ont déjà séjourné à Paris, et savent profiter des possibilités offertes en matière de participation aux salons parisiens, voire aux concours. Les sujets d'histoire antique et les paysages, animés parfois de scènes de genre, sont en vogue. Les préfets plaident pour l'envoi, de Paris, de tableaux, non seulement pour l'instruction de la jeunesse, mais encore de toute la population du Département. Genève bénéficiera effectivement, avec d'autres villes de province, d'une distribution d'œuvres, dont les premières arrivèrent en mars 1805.

Passant (presque) directement de son statut de chef-lieu de Département français à celui de canton suisse, Genève fait le deuil de l'ancienne ville-Etat. Un repositionnement identitaire est à opérer. Jean-Jacques Rigaud, onze fois premier syndic et dix fois président de la Classe des Beaux-Arts, appelle de ses vœux des sujets helvétiques, et il n'est pas seul. Mais ces Genevois de la Restauration continuent de porter leur regard au dehors, et leur promotion des thèmes suisses sert à valoriser Genève sur la scène internationale davantage qu'à resserrer les liens avec les Confédérés. Et les sujets historiques apparaissent effectivement, genevois (Bonivard délivré par les Bernois) ou helvétiques (le serment du Grütli), mais surtout les paysages alpestres, qui sont d'ailleurs, comme le démontre le dépouillement systématique des catalogues d'exposition auquel se livre l'auteure, aussi souvent, si ce n'est davantage, savoyards que suisses, proximité oblige. Ils coexistent avec les sujets hérités du XVIII<sup>e</sup> siècle. La difficile érection du nouveau monument Rousseau, de Pradier, sur l'Ile des Barques, en 1835, met en lumière les tensions idéologiques. C'est une période que Danielle Buyssens maîtrise particulièrement bien, et, en exposant les positions des uns et des autres, artistes autant que politiques, elle montre comment la définition théorique d'une école nationale nécessite une reconstruction du passé. Les convictions acquises et développées par l'auteure lui permettent, dans sa conclusion, de revenir au point de départ, c'est-à-dire le *Recueil* de Rigaud. Elle est alors en mesure d'en démonter le raisonnement, d'en mettre en lumière les contradictions et d'en offrir une nouvelle lecture qui devrait permettre d'en faire fructifier l'héritage sous une forme différente de cette fameuse *doxa* figeante.

Ajoutons enfin que dans ce livre au style alerte, issu d'une thèse de doctorat présentée à l'Ecole des hautes études en sciences sociales à Paris en 2005, il y a une relation très forte entre texte et image, avec des illustrations pertinentes et bien choisies. Les notes sont riches, mais elles ne sont hélas pas infrapaginaires, ce qui oblige le lecteur à multiplier les signets pour se reporter au bon endroit à la fin du

livre. L'on reste un peu sur sa faim pour ce qui est de l'impact des relations avec la Suisse, antérieures à la naissance du nouveau canton. Mais peut-être l'influence était-elle tout simplement négligeable dans le domaine des beaux-arts. Seules des études semblables pour d'autres villes suisses pourront éclairer la question. Le livre de Danielle Buysseens fournit un modèle comprenant tous les éléments nécessaires pour ouvrir de nouveaux chantiers et procéder ensuite à des comparaisons.

Une élogieuse postface de Claude Lapaire, directeur honoraire des Musées d'art et d'histoire de Genève, ouvre les perspectives sur la fin du XIX<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècle.

Le présent compte-rendu s'adresse à un public d'historiens. Insistons sur un point important: l'ouvrage de Danielle Buysseens est un livre d'histoire culturelle et sociale, bien davantage qu'un livre d'histoire de l'art. Il est un véritable outil pour comprendre la place de l'art dans une ville-Etat. A ce titre, on peut le considérer comme un jalon dans l'historiographie suisse et française.

*Barbara Roth-Lochner, Genève*

Josef Inauen: **Brennpunkt Schweiz. Die süddeutschen Staaten Baden, Württemberg und Bayern und die Eidgenossenschaft 1815–1840.** Freiburg (Schweiz), Academic Press Fribourg, 2008. 460 S., Abb., Karten (Religion – Politik – Gesellschaft in der Schweiz, Bd. 47).

Bayern verbietet seinen Handwerksgesellen, im verdächtigen Kanton Bern auf Wanderschaft zu gehen, ja Österreich bricht die diplomatischen Beziehungen zum Kanton Bern ab! Handelt es sich um eine neue Episode aus der humoristischen Welt eines Jost Hürzeler (Zürich 2006)? Weit gefehlt! Die Realität von 1834 war für die Betroffenen bitterer Ernst. Josef Inauen entführt den Leser in eine sehr fremd gewordene Welt, in der bei allen alten und engen wirtschaftlichen Beziehungen zur Schweiz die süddeutschen Fürsten und ihre Regierungen einerseits aus eigener Sorge vor der Herausforderung der Demokratisierung, andererseits unter dem Druck der konservativen Grossmächte Österreich und Preussen der Eidgenossenschaft mit verschiedenen Abstufungen der Kälte begegneten. Insbesondere die in der Mediation neu gegründeten, nach 1830 dann die regenerierten Kantone galten als Hort der Revolution. In der Schweiz war Württemberg von den süddeutschen Staaten am populärsten – offenbar nicht zuletzt, weil es nach 1817 keinen diplomatischen Vertreter mehr besass.

Der grosse Wert von Inauens flüssig geschriebener Arbeit ist die Dokumentation andernorts bisher kaum zu findender Persönlichkeiten und Zusammenhänge. So begegnen wir dem bayerischen Gesandten Johann Franz Anton von Olry, einem Seelenverwandten des konservativen schweizerischen so genannten Restaurators und Hegel-Gegners Karl Ludwig von Haller. Die Schweiz war in den Augen zahlreicher süddeutscher Diplomaten und Staatsleute in dieser Zeit ungefähr das, wofür unsere Epoche den Ausdruck Schurkenstaat verwendet. Nicht untypisch ist die im August 1836 vom badischen Gesandten Alexander von Dusch angeregte drohende Demarche, «*unmöglich könne Europa dem gegenwärtigen Zustand der Schweiz länger zusehen*» (S. 276). Zu diesem konservativen Augen als unerträglich erscheinenden Zustand der Schweiz gehörten stets, wenn auch mit wechselnder Intensität, die liberalen deutschen Flüchtlinge in der Schweiz, unter denen sich Persönlichkeiten fanden wie der erste Rektor der Universität Zürich, der geborene Badenser und dissidente bayerische Professor Lorenz Oken, oder der württembergische Gründer der *Helvetischen Militair-Zeitschrift* (heute ASMZ) Rudolf